

COMMENT NOUS CONTACTER :

Messagerie Audiposte : 36 67 00
(coût de communication vers le kiosque Audiotel)
Mobitag : CCP 3000
(coût d'un SMS surtaxé)
Internet : www.ccp.nc
(coût de connexion selon le fournisseur d'accès)

Tél : 26 88 00
(coût de communication locale)
Courrier :
CENTRE FINANCIER DE NOUMEA 7 RUE EUGENE PORCHERON
98899 NOUMEA CEDEX

PARTICULIERS MINEURS NON EMANCIPES

PRÉPARER VOTRE DOSSIER - LISTE DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES

Justificatifs d'identité (*) des signataires (un seul document en cours de validité suffit)

Représentant(s) Légal (aux)	Mineur sous régime d'administration légale pure et simple	Mineur sous régime d'administration légale sous contrôle judiciaire	Mineur sous régime de tutelle
<p>Personne physique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une carte nationale d'identité ou un passeport, en cours de validité <p>Organisme public :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une carte nationale d'identité ou un passeport, en cours de validité, de la personne physique qualifiée pour ouvrir et faire fonctionner le compte du mineur et tout justificatif de l'organisme relatif à l'habilitation de cette personne 	<ul style="list-style-type: none"> Le livret de famille, ou un extrait d'acte de naissance avec filiation <p>Le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une carte nationale d'identité ou un passeport, en cours de validité Le jugement de divorce ou de séparation de corps 	<ul style="list-style-type: none"> Le livret de famille, ou un extrait d'acte de naissance avec filiation <p>Le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une carte nationale d'identité ou un passeport, en cours de validité Le jugement de divorce ou de séparation de corps 	<ul style="list-style-type: none"> La décision de justice (tutelle d'Etat) ou le procès-verbal du conseil de famille (tutelle familiale) Le livret de famille, ou un extrait d'acte de naissance avec filiation <p>Le cas échéant : une carte nationale d'identité ou un passeport, en cours de validité</p>

(*) Hors cas des mineurs non émancipés sous nationalité étrangère.

Justificatifs d'adresse du Représentant Légal (un seul document suffit sauf en cas d'hébergement par un tiers ou pour les personnes mariées)

- Un justificatif de domicile de moins de 3 mois (quittance électricité, eau, téléphone fixe) du(des) Représentant(s) Légal (aux)
- Une attestation ou une quittance de loyer inférieure à 3 mois, s'il s'agit d'une location par : une agence immobilière, la SIC, le FSH ou la SEM AGGLO.
- Une copie du bail s'il s'agit d'une location de particulier à particulier.
- Une attestation de résidence fournie par la mairie
- En cas d'hébergement chez un tiers, l'ensemble des justificatifs suivants :
 - Un justificatif de domicile de moins de 3 mois au nom du logeur
 - Une attestation d'hébergement datée et signée du logeur
 - Une pièce d'identité du logeur : une carte nationale d'identité ou un passeport, en cours de validité
- Pour les personnes mariées dont le justificatif est au nom de l'époux(se), l'ensemble des justificatifs suivants :
 - Un justificatif de domicile de moins de 3 mois au nom de l'époux (se)
 - Le livret de famille

Justificatifs de la situation financière des Représentants légaux (au moins un document est nécessaire)

- Si activité salariée :**
 - Les 3 derniers bulletins de salaire
 - Le contrat de travail
- Si activité non salariée :**
 - Le dernier avis d'imposition
 - PV de rémunération de gérance (cas du gérant non salarié)
- Si sans activité :**
 - Justificatif(s) de pension(s); ou de prestation(s) familiale(s); ou de rente(s)
 - Le dernier avis d'imposition
- Si sans revenus :**
 - Attestation sur l'honneur de non revenus
 - Avis de non-imposition
- Si retraité :**
 - Titre de pension, retraite
 - Le dernier avis d'imposition

TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel demandées feront l'objet d'un traitement informatique placé sous la responsabilité de l'OPT-NC, à des fins d'ouverture de compte et dans le respect des obligations légales et réglementaires qui s'imposent à l'OPT-NC. Pour toute précision concernant ce traitement informatique et les droits dont vous ou votre représentant légal disposez, veuillez lire la Convention de compte courant postal particuliers.